



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaines 45 – 04 au 11 novembre 2021

Au programme cette semaine :

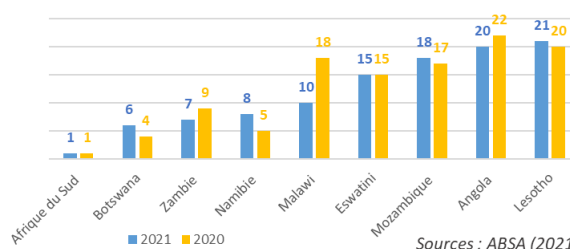
- **Afrique du Sud** : Présentation du budget de mi-parcours (*MTBS*)
- **Afrique du Sud** : Recul de la production minière au mois de septembre
- **Mozambique** : Hausse des pressions inflationnistes au mois d'octobre
- **Namibie** : L'inflation accélère légèrement au mois d'octobre
- **Zambie** : Publication d'un calendrier indicatif de restructuration de la dette
- **Zimbabwe** : Première revue du budget de l'exercice 2021

Zoom sur... la publication de l'indice ABSA des marchés financiers africains

La banque sud-africaine ABSA a publié son indice des marchés financiers pour l'année 2021. Cet indicateur attribue un score sur 100 à 23 pays africains sur la base de variables mesurant le niveau de développement des marchés financiers à travers : (i) leur profondeur, (ii) l'accès aux devises étrangères, (iii) la transparence et l'environnement réglementaire et fiscal, (iv) la capacité des investisseurs locaux, (v) les opportunités macroéconomiques ; (vi) le respect des standards financiers internationaux. Au sein des pays d'Afrique

australe, on observe d'importantes disparités : l'Afrique du Sud conserve ainsi le premier rang du classement – pays historiquement doté des marchés financiers les plus matures du continent. Suivent ensuite le Botswana (6ième place, en recul de 2 places – en lien avec la chute du niveau des réserves de change, malgré un environnement légal et réglementaire sûr et un poids important des investisseurs locaux) ; la Zambie (7ième, +2 places – en lien avec un certain retour de la confiance des investisseurs mais une faible profondeur des investisseurs locaux) et la Namibie (8ième, -3 places – marché liquide et importance des fonds de pension, mais très faible respect des standards financiers internationaux). A noter la très forte progression du Malawi (+10 place à 10ième place) grâce à la meilleure application des standards financiers (notamment l'adoption d'un *Global Master Repurchase Agreement*). Enfin, le Mozambique (18ième, -1 place), l'Angola (20, +2 places) et le Lesotho (21, -1 place) occupent le bas du classement en raison notamment de l'environnement réglementaire dégradé.

ABSA Africa Financial Market Index
(en rang)



Afrique du Sud

Présentation du budget de mi-parcours (Ministry of Finance)

Le 11 novembre, le ministre des Finances, M.Enoch Godongwana a présenté devant le parlement le budget de mi-parcours pour l'exercice 2021 -2022 (Medium Term Budget Speech - MTBS). Comme attendu, le MTBS présente une amélioration de la situation budgétaire : le gouvernement table désormais sur un déficit de 7,8% du PIB sur l'exercice 2021/2022 contre -9,3% prévu dans le budget initial (février 2021). Cette évolution s'explique notamment par la hausse des revenus publics (+20% par rapport à février), portés par la progression plus forte qu'attendu des collectes de taxes des entreprises. Les dépenses publiques progressent également (+3,7%) – en lien avec la mise en place des mesures de court-terme présentées par le Président à la suite des scènes d'émeutes survenues en juillet dans le Kwazulu Natal et le Gauteng (plan de 33 Mds ZAR incluant notamment la réintroduction de l'allocation sociale exceptionnelle Covid-19). A noter que le budget a été établi sur des prévisions de croissance rehaussées (+5,1% en 2021, en ligne avec les prévisions du FMI, soit 1,8 point de plus que les prévisions de février). Sur le moyen terme, le budget priorise i) l'assainissement des finances publiques avec un déficit qui devrait passer sous la barre des 5% à l'horizon 2024/2025 – grâce à une rationalisation des dépenses (masse salariale notamment) et une hausse escomptée des revenus ii) les dépenses d'investissements et la mise en place de réformes structurelles. Les marchés ont favorablement réagi à l'annonce du budget, jugé comme équilibré, crédible et prudent : le rand s'est ainsi apprécié de 1,52% face à l'USD à la suite de la présentation.

	2021/2022 (budget initial)	2021/2022 (MTBS)	Ecart (en %)
Total revenus publics (Mds ZAR)	1365,1	1485,4	8,8%
Total dépenses publics (Mds ZAR)	2052,5	2128,5	3,7%
Déficit public (% du PIB)	-9,3	-7,8	+1,5 point
Dettes publiques (% du PIB)	80,5	78,8	-1,7 point

Recul de la production minière au mois de septembre (StatsSA)

Selon StatsSA, la production minière a enregistré un recul de 3,4% au mois de septembre comparativement à la même période l'année précédente, après une hausse de +0,7% au mois d'août. Cette première contraction de l'indicateur, après 6 mois consécutifs de progression, s'explique notamment par l'atténuation de l'effet de base statistique - bien que le secteur demeure supporté par les cours haussier des matières premières. Les principaux contributeurs à cette baisse sont les métaux du groupe platine (-7,5% soit une contribution négative de 0,8 point) et le charbon (-8,9% soit -0,8 point). A noter les bonnes performances des ventes de diamants (+8,4% soit une contribution positive de 1,4 point) qui n'ont toutefois pas suffi à contrebalancer la tendance. Par ailleurs, la production manufacturière progresse de 1,3% sur la période après +1,9% le mois précédent. Cette évolution s'explique par la hausse des postes « bois, papier et produits d'impression » (+13,4% soit +1,3 point) et « véhicules motorisés et pièces détachées » (+6,3% soit +0,5 point). A l'inverse, l'industrie pétrolière et chimique a enregistré une contreperformance (-8,8% soit une contribution négative de 2,1 point). A noter que les perspectives d'évolution du secteur dans les mois à venir demeurent incertaines, en lien avec l'impact d'une grève de trois semaines dans la sidérurgie en octobre et la recrudescence des délestages électriques.

Recrudescence des délestages électriques au mois de novembre (Eskom)

Le CEO d'Eskom, André de Ruyter, a déclaré mardi lors d'une conférence de presse que l'électricien public était dans l'incapacité de réaliser des opérations cruciales de maintenance faute de liquidité disponible et des délais des processus d'appel d'offres. Cette intervention intervient alors qu'Eskom a récemment accentué ses délestages électriques depuis le début du

mois de novembre : le niveau 4 (correspondant à un manque de capacité de près de 4000 MW sur le réseau électrique) a été déclaré vendredi 5 novembre. Pour rappel, les délestages électriques sont le résultat de sous-investissements et de graves erreurs de gestion d'Eskom sous la Présidence Zuma (2010-2018) : ils demeurent une entrave structurelle majeure à la croissance sud-africaine et devrait persister à minima jusqu'en 2024.

🍷 Mozambique

Hausse des pressions inflationnistes au mois d'octobre (INE)

Selon l'organisme national de statistiques, l'inflation sur un an a atteint 6,4% au mois d'octobre, après 6% au mois de septembre. Il s'agit d'un point haut qui n'avait pas été observé depuis plus de 3 ans. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix demeurent les « denrées alimentaires » (+12,2%) et « les logements, l'électricité, le gaz et autres carburants » (+5,8%) – en lien avec la hausse des tarifs de l'essence de +9% et du gaz de cuisson +26% au mois d'octobre. L'inflation moyenne devrait ainsi atteindre 5,4% sur l'année 2021, soit 2,3 points de plus que l'année précédente. A noter que, face à cette accélération des pressions inflationnistes, les analystes s'attendent à un nouveau resserrement de la politique monétaire dans les mois à venir – pour rappel la Banque centrale (*Banco do Mocambique*) avait rehaussé son taux directeur de 3 points à 13,25% en janvier 2021.

ENI annonce la finalisation de la phase de construction de son projet de GNL pour la fin de l'année (ENI)

Dans un communiqué publié le 9 novembre, ENI a annoncé que la phase de construction du projet d'exploitation de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) dans le Nord du Mozambique (Cabo Delgado) devrait arriver à son terme d'ici à la fin

de l'année. La plateforme flottante devrait produire 3,4 M de tonne GNL par an, avec une capacité maximale atteinte 2 ans après son lancement. Cette déclaration intervient à la suite de la rencontre du PDG du groupe pétrolier italien avec le président mozambicain Felipe Nyusi. Pour rappel, ce projet majeur de GNL (10 Mds USD d'investissements), s'inscrit dans la lignée de ceux de Total (20 Mds USD) et Exxon Mobil (30 Mds USD) et sont essentiels pour soutenir l'économie mozambicaine et assurer la soutenabilité de la dette à moyen terme.

🍷 Namibie

L'inflation accélère légèrement au mois d'octobre (NamStats)

Selon l'organisme national de statistiques, le taux d'inflation sur un an a atteint 3,6% au mois d'octobre, après 3,5% au mois précédent. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont « les transports » (+10,7% soit une contribution positive de 1,5 point) - en lien avec la hausse des prix des carburants et « les denrées alimentaires » (+5,2% soit +1 point). A noter que selon la Banque centrale (*Bank of Namibia*) l'inflation moyenne devrait atteindre 3,7% en 2021 (après 2,2% en 2020), demeurant ainsi dans la fourchette basse de la cible de l'institution monétaire (3% à 6%).

🍷 Zambie

Publication d'un calendrier indicatif de restructuration de la dette (Ministry of Finance)

Le Ministère des finances zambien a publié la semaine dernière un document à l'intention de ses créanciers, poursuivant sa politique de transparence au regard de l'endettement public. Celui-ci présente les prévisions et cibles macroéconomiques du gouvernement : une croissance de 4% à moyen terme, un retour de l'inflation entre 6% à 8% (contre 23,1% en moyenne entre juin et septembre 2021), un

retour à la soutenabilité de la dette publique (qui atteint 27 Mds USD à la fin juin 2021 dont près de deux tiers de dette externe et 23% auprès de créanciers chinois), le règlement des arriérés de paiement, le retour à l'excédent courant primaire et un maintien des réserves internationales à 3 mois d'importations. Ces objectifs, toujours en cours de discussion avec le FMI, sont essentiels à la conclusion d'un accord de financement avec l'institution qui est attendu d'ici la fin de l'année 2021. Le Ministère des finances a par ailleurs présenté un plan indicatif de restructuration de la dette, suivant la conclusion de l'accord FMI : celui-ci vise l'ouverture des discussions via la mise en place d'un comité officiel des créditeurs et le lancement d'une analyse de soutenabilité de la dette dès le premier trimestre 2022, avant le lancement des négociations avec les créditeurs externes le trimestre suivant.

📍 Zimbabwe

Première revue du budget de l'exercice 2021 (*Ministry of Finance*)

Le gouvernement zimbabwéen a présenté le 28 octobre une première revue du budget de l'exercice en cours dans le cadre du séminaire de Pré-Budget 2022. Il en ressort que, sur l'exercice 2021, le déficit public devrait atteindre 0,5% du PIB, soit 1 point de moins que lors des estimations du budget initial présenté en novembre 2020 – et après un excédent de 1,6% en 2020. Cette évolution s'explique par la nette hausse des revenus (+27% comparativement aux estimations – en lien avec une progression des profits des entreprises) ; bien que compensée en partie par une hausse des dépenses (+14,5%) – portées par la masse salariale de la fonction publique. A noter que le gouvernement maintient ses prévisions de croissance particulièrement optimistes (+7,8% en 2021 puis +5,5% en 2022, contre +5,1% et +3% selon les estimations du FMI), mais revoit à la hausse ses prévisions d'inflation (inflation sur un an entre 35% et 46% d'ici la fin 2021 contre une cible initiale de 25% à 35%).

📍 Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar

	Taux de change au 4 novembre 2021	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	15,3 ZAR	-0,7%	-2,3%	9,9%	-4,3%
Angola	591,9 AOA	0,0%	0,2%	4,0%	9,5%
Botswana	11,3 BWP	0,4%	-1,0%	1,1%	-5,0%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	12,4%	17,3%
Zambie	17,5 ZMW	-1,0%	-2,4%	12,3%	21,2%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2021)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international